

Plusieurs dizaines de camerounais ayant "fui le pays pour des raisons sécuritaires", pour les Etats-Unis d'Amérique, frappées par une décision de rapatriement du gouvernement américain, devraient regagner « le Berceau de leurs ancêtres » ce jour, et ce malgré la vague d'indignation qui enfle sur la tête du président Trump, a appris 237actu.com.

Pour de raisons liées au Coronavirus, près de 100 anglophones Camerounais devraient être rapatriés ce mardi 13 octobre par l'ICE, une agence de police douanière et de contrôle des frontières du département de la Sécurité intérieure des États-Unis.

L'administration Trump utiliserait la pandémie au COVID-19 comme raison d'expulsion de ces 80 immigrants qu'ils sont au total, comme nous l'indiquent des sources.

Des groupes de défense des droits et des avocats se sont toutefois opposés à ce renvoi en cours des immigrants d'origine Camerounaise, affirmant que les États-Unis refusaient aux demandeurs d'asile l'accès à leurs avocats.

A en croire *The Dallas Morning News*, Les immigrants, dont beaucoup de demandeurs d'asile, ont été transférés ces derniers jours au centre de détention civile d'Alvarado, à environ une heure au sud-ouest de Dallas. Quatre Camerounais détenus ont déclaré dans des entretiens téléphoniques depuis le centre de détention de Prairieland qu'ils craignaient d'être torturés ou tués s'ils étaient renvoyés dans leur pays d'origine en proie à la violence. « *Nous avons fui nos pays pour être protégés ici. Maintenant, quand ils nous expulsent, nos vies seront en danger* », a déclaré Giscard Nkengefac, un détenu camerounais de 34 ans qui a été jugé pour l'asile politique.

Amnesty International a demandé aux responsables américains de l'immigration de cesser les expulsions vers le Cameroun, « *un pays de 25 millions d'habitants où la violence et les conflits armés ont atteint un seuil inquiétant* ». Jusqu'à hier lundi 12 octobre, en soirée, l'ICE qui gère les expulsions, n'avait pas encore répondu à toutes ces plaintes liées aux droits civils et « aux risques » courus par les immigrants dont les expulsions sont en cours. Selon les dernières informations, L'ambassade du Cameroun à Washington, D.C., n'aurait pas encore eu à se prononcer sur la validité des documents de voyage pour prendre des détenus des États-Unis.